

Laurent Kestel

Résumé de thèse

De la conversion en politique. Genèse et institutionnalisation du Parti populaire français, 1936-1940, 633 p.

Soutenue sous la direction de Jean-Claude Colliard, Novembre 2006. Félicitations du jury (unanimité), proposée pour un prix de thèse et pour une subvention de publication.

Jury : Michel Dobry (Paris-I, Président), Francine Muel-Dreyfus (EHESS), Brigitte Gaiïti (Paris-IX), William D. Irvine (York, Canada).

*

L'histoire du Parti populaire français (PPF) écrite par les historiens (français) se résume presque uniquement à une classification de cette entreprise politique comme le « seul parti authentiquement fasciste » (P. Milza), du moins « la forme la plus approchée d'un parti de type fasciste » (R. Rémond) de l'entre-deux-guerres. Cette classification du PPF a souvent été déduite d'une lecture rétrospective de la trajectoire de ce parti et de ses dirigeants sous l'occupation, ainsi que du « profil social » de son chef charismatique – contrairement au colonel de la Rocque.

Sortir des problématiques qui ont structuré l'historiographie du fascisme français (téléologie, constructions typologiques, etc.) pendant plus de cinquante ans nous a conduit à proposer, à partir de la formation de ce parti à la fin des années 1930, une analyse socio-politique des processus de conversion en étudiant les trajectoires des cadres communistes et celles des « intellectuels non-conformistes » qui formeront la sociation dirigeante du PPF. Sans entrer dans le détail, le choix des dirigeants nationaux dans la constitution du corpus doit au fait que le centre a détenu l'essentiel des ressources du parti. Par ailleurs, se focaliser sur l'ensemble du groupe des dirigeants nationaux nous a permis de rompre avec la vision spontanéiste de la toute puissance du chef dans les « partis fascistes », bref du *führerprinzip*.

Reconstruire ces itinéraires complexes – d'autant plus complexes qu'aux difficultés classiques de collecte de sources s'ajoute celle de penser des acteurs illégitimés en raison de leurs engagements aux côtés des « ultras » de la collaboration – sans céder aux hypothèses psychologico-moralisatrices du reniement, de la trahison ou encore, celles, sociologistes, d'une prédisposition au fascisme des intellectuels déclassés ou des communistes, suppose de retracer un *processus*, dont l'issue doit être mise entre parenthèses, pour mieux retrouver l'organisation « en train de se faire », dans les stratégies des acteurs, la formation des contraintes et ressources qui structurent leurs entreprises et, enfin, les identités qu'ils tentent d'imposer ou celles qu'ils se voient assignées au cours de la compétition politique.

L'étude du processus du « fascisation » – pour reprendre les termes du débat historiographique, mais sans toutefois y souscrire dans ses enjeux fondamentaux – ou, plus simplement, de radicalisation politique, est inséparable des opérations de catégorisations du phénomène. L'on a ainsi pu montrer, notamment au cours des chapitres 3 et 5, que l'itinéraire politique de Doriot (et, avec lui, de l'ensemble des dirigeants de son parti) est inséparable de son *itinéraire moral*, c'est-à-dire de l'ensemble des assignations identitaires dont il a été progressivement affublé. Dès l'exclusion de Doriot du PCF en juin 1934, les jugements communistes mobilisés contre lui évoluent de la manière suivante : de « traître au Parti », il est progressivement érigé en traître à la gauche tout entière, en ennemi du peuple et, enfin, en fasciste. Cette classification a d'autant plus de succès que survient, à partir de l'année 1936 et, plus fondamentalement, à la fondation du PPF (28 juin 1936), une *convergence des labels* à gauche, du fait, bien entendu, de la constitution du Front populaire. Pour autant, Doriot est toujours perçu à droite comme un « communiste dissident ». Ce flou identitaire va ainsi favoriser des investissements charismatiques pluriels (*i.e.* à la fois pour d'anciens communistes, néo-socialistes et radicaux en rupture de ban que chez certains membres des ligues) sur sa personne et lui permettre de revendiquer l'incarnation d'une position politique extraordinaire transcendant les « vieux clivages » politiques et ses « fausses oppositions ».

La stratégie du PPF qui fut de rechercher des alliances au sein du champ politique établi pour prétendre fédérer les oppositions au Parti communiste au nom d'un rassemblement national va échouer sous l'effet de la concurrence du Parti social français (PSF). La fenêtre d'opportunité ouverte en 1936-1937, du fait de l'affaiblissement conjoncturel du PSF lâché par certains dirigeants de la droite conservatrice et de la droite radicale, se referme rapidement : après l'échec du Front de la liberté lancé à tous les partis politiques (communiste et socialiste exceptés) par Doriot en mars 1937, le PPF semble condamné dès l'année suivante à la surenchère et à la marginalisation qui l'assignent durablement à la position de « fasciste » dans l'espace politique français. Cette radicalisation s'objective notamment dans l'apparition de l'antisémitisme dans le discours de parti sous l'effet de trois facteurs : marginalisation du PPF, adhésions d'intellectuels à partir de 1937 multipliant dans les colonnes des journaux du parti les schèmes antisémites maurrassiens et, enfin, poids de la puissante fédération d'Algérie.

La « fascisation » ne se résume donc nullement à une simple lutte de classements. Elle suppose également de prendre en compte les recompositions des rapports de force du champ politique qui participent de l'exclusion de certains acteurs du champ – en ce sens, une labellisation « fasciste » est une manière de produire des frontières du politique –, ainsi que les investissements qui sont déployés dans l'activité partisane. Mais, pour saisir pleinement les effets sociaux des labellisations et les étapes de la conversion, il importe aussi de retracer les histoires sociales familiales et d'étudier le processus de désidentification aux groupements antérieurs à la création du PPF, en tout premier lieu le Parti communiste, en accordant une place particulière aux socialisations hétérogènes qui favorisent, du moins renforcent, le désengagement à l'institution. En ce sens, la conversion est le produit des investissements politiques non concrétisés qui génèrent, en réaction, une profusion de discours négatifs tournés contre l'objet perdu (*e.g.* l'anticommunisme des anciens communistes).